



## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

---

#### **Renaturation et désimperméabilisation des cours du groupe scolaire Rollet**

---

Date et heure limites de réception des offres :

Vendredi 24 mai 2024 à 12:00













**COMMUNE de LONS-LE-SAUNIER**

4 avenue du 44ème RI

BP 70340

39015 LONS LE SAUNIER Cedex

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	<b>Objet</b>	Renaturation et désimperméabilisation des cours du groupe scolaire Rollet
	<b>Mode de passation</b>	Procédure adaptée ouverte
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Nombre de lots</b>	2
	<b>Délai de validité des offres</b>	120 jours
	<b>Forme de groupement</b>	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	<b>Variantes</b>	Sans
	<b>PSE</b>	Défini par lot
	<b>Clauses sociales</b>	Avec
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Négociation</b>	Sans

## SOMMAIRE

### Table des matières

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation.....	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.5 - Nomenclature.....	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	5
2 - Conditions de la consultation.....	5
2.1 - Délai de validité des offres.....	5
2.2 - Forme juridique du groupement.....	5
2.3 - Variantes.....	5
2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
3 - Les intervenants.....	5
3.1 - Maîtrise d'œuvre.....	5
3.2 - Contrôle technique.....	6
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	6
4 - Conditions relatives au contrat.....	6
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	6
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
5 - Contenu du dossier de consultation.....	6
6 - Présentation des candidatures et des offres.....	7
6.1 - Documents à produire.....	7
6.2 - Visite sur site.....	10
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	10
7.1 - Transmission électronique.....	10
7.2 - Transmission sous support papier.....	11
8 - Examen des candidatures et des offres.....	12
8.1 - Sélection des candidatures.....	12
8.2 - Attribution des marchés.....	12
8.3 - Suite à donner à la consultation.....	13
9 - Renseignements complémentaires.....	13
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	13
9.2 - Procédures de recours.....	13

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :  
Renaturation et désimperméabilisation des cours du groupe scolaire Rollet.

Lieu d'exécution : 280 rue des Violettes - 39000 LONS-LE-SAUNIER.

La Ville de Lons-le-Saunier, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 de l'ordonnance du 1er avril 2019 relative aux marchés publics en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

L'entreprise qui se verra attribuer un ou plusieurs lots de ce marché, devra réaliser une action d'insertion qui permettra l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'article 12 du CCAP précise à cet égard les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action d'insertion.

Le donneur d'ordre, a mis en place une assistance spécifique qui doit permettre aux entreprises qui le souhaitent d'être accompagnées dans la bonne compréhension et la mise en œuvre de ce dispositif, avec :

ARCHIPEL  
38/40 Rue du Dr Georges CAMUSET  
39000 Lons le saunier  
Stéphane MUR – Facilitateur des clauses sociales  
Tel : 07.66.07.03.95  
Mail : [clausessociales.jura@gmail.com](mailto:clausessociales.jura@gmail.com)

**Attention, les candidats ne sont pas autorisés à formuler, dans leur offre, des réserves sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera déclarée irrégulière, au motif du non-respect du cahier des charges.**

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 2 lots :

Lots	Désignation
01	VRD
02	Aménagements paysagers

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

## 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45233200-1	Travaux de revêtement divers
45112500-0	Travaux de terrassement

Lots	Code principal	Description
01	45112500-0	Travaux de terrassement
01	45233200-1	Travaux de revêtement divers
02	45112700-2	Travaux d'aménagement paysager

### 1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

### 2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

Toutefois, si une offre de base, conforme au cahier des charges accompagne la solution variante, elle ne sera pas rejetée sous réserve qu'elle soit présentée de manière telle qu'elle soit bien dissociée de la ou les variantes.

### 2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats ont l'obligation de faire une proposition pour chacune des prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

Lot	Libelle	Description
02	Filets pare-ballons	Fourniture et pose d'un Fronton de 11,00 m avec filet pare-ballon intégré à la place du Fronton de 7,50 m - coté sud.

L'absence de ces prestations dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.

## 3 - Les intervenants

### 3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

JDM PAYSAGISTES – 54 boulevard Carnot – 21000 DIJON  
Mandataire et interlocuteur technique pour le lot 1.

### **3.2 - Contrôle technique**

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

### **3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

## **4 - Conditions relatives au contrat**

### **4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution**

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

### **4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Budget principal - Section investissement - Fonds propres - Fonds vert.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

### **4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

## **5 - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, propre à chaque lot
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), commun à tous les lots
- Le calendrier prévisionnel d'exécution
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, propre à chaque lot
- Le bordereau des prix unitaires (BPU), propre à chaque lot
- Le détail quantitatif estimatif (DQE), propre à chaque lot
- Le mémoire social propre à chaque lot
- Les plans :
  - Plan des aménagements
  - Plan des girations
  - Plan des réseaux et de la gestion des EP
  - Plan topographique de l'existant
  - Plan de Phasage prévisionnel des travaux sur la période des vacances scolaires estivales.
- Carnet de détail des aménagements
- Rapport test de perméabilité et diagnostic amiante des sols
- Note de calcul EP
- Les récépissés des déclarations de travaux et d'intention de commencement de travaux (DT-DICT) et les réponses des exploitants de réseaux.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 9 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Lettre de candidature	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre à remettre pour chaque lot :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	OUI
Le bordereau des prix unitaires (BPU)	Non
Le détail quantitatif estimatif (DQE)	Non
Le mémoire social complété	Non
<p>Le mémoire technique comportant les éléments suivants :</p> <p><b><u>LOT 1 :</u></b></p> <p><u>1 - Moyens humains et matériels affectés spécifiquement au chantier ainsi que les compétences et les qualifications de l'entreprise</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Composition détaillée des équipes spécifiquement dédiées au chantier, compétences des personnels déployés, nomination spécifique des intervenants et leurs rôles précis pendant toute la durée du chantier</li> <li>- Organisation détaillée des équipes de travaux, cadences de productions pressenties, moyens mis en œuvre pour garantir le respect du délai</li> <li>- Moyens matériels (engins, outils de production, logiciels, bureau d'étude, moyens administratifs, etc.) spécifiquement affectés au chantier</li> </ul> <p><u>2 – Phasage et Planning des travaux et organisation du chantier (10pts/40pts)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation et phasage global du chantier global, organisation des coactivités et interfaces entre lots</li> <li>- Planning prévisionnel de chantier et pistes d'optimisations du planning proposées pour tenir ou écourter le délai de travaux et garantir le respect de la date de fin de chantier</li> </ul> <p><u>3 - Nature, la provenance et la qualité des matériaux et végétaux proposés (10pts/40pts)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Listing récapitulatif des produits et matériaux proposés pour la réalisation des travaux, transmission des fiches techniques précises et détaillées des produits proposés à la mise en œuvre. Origine des végétaux.</li> </ul>	Non



4 - Procédés d'exécutions jugés par rapport aux garanties de qualité de réalisation, (10pts/40pts)

- Description détaillée de chaque mode opératoire nécessaire à la bonne réalisation des travaux et des prestations du lot concerné (processus de fabrication, de réalisation et de pose des travaux de toutes natures)
- Description détaillée et contextualisée du suivi du chantier par l'entreprise, de sa réactivité, et du contrôle qualité mis en œuvre pour la réalisation des prestations du présent marché (intervenants, étapes, types de contrôles, points d'arrêts et leurs levées...), organisation de l'assurance qualité et des procédures d'autocontrôles détaillées et dédiées au chantier et aux interventions à mener

**LOT 2 :**

1 - Moyens humains et matériels affectés spécifiquement au chantier ainsi que les compétences et les qualifications de l'entreprise

- Composition détaillée des équipes spécifiquement dédiées au chantier, compétences des personnels déployés, nomination spécifique des intervenants et leurs rôles précis pendant toute la durée du chantier
- Organisation détaillée des équipes de travaux, cadences de productions pressenties, moyens mis en œuvre pour garantir le respect du délai
- Moyens matériels (engins, outils de production, logiciels, bureau d'étude, moyens administratifs, etc.) spécifiquement affectés au chantier

2 – Phasage et Planning des travaux et organisation du chantier

- Organisation et phasage global du chantier global, organisation des coactivités et interfaces entre lots
- Planning prévisionnel de chantier et pistes d'optimisations du planning proposées pour tenir ou écourter le délai de travaux et garantir le respect de la date de fin de chantier

3 - Nature, la provenance et la qualité des matériaux et végétaux proposés

- Listing récapitulatif des produits et matériaux proposés pour la réalisation des travaux, transmission des fiches techniques précises et détaillées des produits proposés à la mise en œuvre. Origine des végétaux.

4 - Procédés d'exécutions jugés par rapport aux garanties de qualité de réalisation,

- Description détaillée de chaque mode opératoire nécessaire à la bonne réalisation des travaux et des prestations du lot concerné (processus de fabrication, de réalisation et de pose des travaux de toutes natures)
- Description détaillée et contextualisée du suivi du chantier par l'entreprise, de sa réactivité, et du contrôle qualité mis en oeuvre pour la réalisation des prestations du présent marché (intervenants, étapes, types de contrôles, points d'arrêts et leurs levées...), organisation de l'assurance qualité et des procédures d'autocontrôles détaillées et dédiées au chantier et aux interventions à mener

<p><u>5 - Actions pour la préservation du site</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Actions spécifiques au chantier et détaillées mises en oeuvre par le candidat pour la protection de l'environnement, de la gestion des déchets de chantier, leur traçabilité, leur suivi et quantification, leur gestion et leurs traitements</li> <li>- Prise en compte des contraintes du site, notamment la gestion des accès, la protection des réseaux.</li> <li>- Méthodologie de travail mise en oeuvre pour assurer la sécurité des écoliers et du personnel des écoles lors des travaux en site occupé</li> </ul>	
--	--

Le CCAP et les documents remis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 6.2 - Visite sur site

Une visite sur site est préconisée. Les conditions de visites sont les suivantes :

Les candidats peuvent procéder à une visite des lieux d'exécution du marché.

Pour obtenir les renseignements afin d'effectuer cette visite, ils devront s'adresser à :  
Mme BECHE – Secrétariat de la Direction du Patrimoine Bâti - 03 84 47 88 78.

## 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.lonslesauvier.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

COMMUNE DE LONS-LE-SAUNIER - Pôle Marchés Publics - 4 avenue du 44ème RI  
BP 70340 - 39015 LONS LE SAUNIER Cedex

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme AWS-Entreprise (<https://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.



**Pensez à anticiper votre dépôt 24 heures avant l'heure limite**

## **7.2 - Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

## 8 - Examen des candidatures et des offres

### 8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### 8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour le lot n°01

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	60.0
2-Valeur technique	40.0
<i>2.1-Moyens humains et matériels affectés spécifiquement au chantier ainsi que les compétences et les qualifications de l'entreprise</i>	10.0
<i>2.2-Phasage et Planning des travaux et organisation du chantier</i>	10.0
<i>2.3-Nature, la provenance et la qualité des matériaux proposés</i>	10.0
<i>2.4-Procédés d'exécutions jugés par rapport aux garanties de qualité de réalisation</i>	10.0

Pour le lot n°02

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Valeur technique	60.0
<i>2.1-Moyens humains et matériels affectés spécifiquement au chantier ainsi que les compétences et les qualifications de l'entreprise</i>	15.0
<i>2.2-Phasage et Planning des travaux et organisation du chantier</i>	10.0
<i>2.3-Nature, la provenance et la qualité des matériaux et végétaux proposés</i>	10.0
<i>2.4-Procédés d'exécutions jugés par rapport aux garanties de qualité de réalisation</i>	10.0
<i>2.5-Actions pour la préservation du site</i>	15.0

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) \* Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### **8.3 - Suite à donner à la consultation**

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur n'engagera aucune négociation avec les candidats.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

## **9 - Renseignements complémentaires**

### **9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://agysoft.marches-publics.info>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 9 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

### **9.2 - Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Besançon - 30 rue Charles Nodier - 25044 BESANCON CEDEX

Tél : 03 81 82 60 00 - Télécopie : 03 81 82 60 01

Courriel : [greffe.ta-besancon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-besancon@juradm.fr)

Adresse internet(U.R.L) : <http://besancon.tribunal-administratif.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Besançon - 30 rue Charles Nodier - 25044 BESANCON CEDEX

Tél : 03 81 82 60 00 - Télécopie : 03 81 82 60 01

Courriel : greffe.ta-besancon@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://besancon.tribunal-administratif.fr>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Nancy

Préfecture de Meurthe-et-Moselle - 1 rue du Préfet Claude Érignac - 54038 NANCY cedex

Tél : 03 83 34 25 65 - Télécopie : 03 83 34 22 24

Courriel : [caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr](mailto:caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr)